même, puisque l’administration Obama dissocie désormais ces deux menaces. De même, on observe un desserrement de l’étau autour de la question de la prohibition, notamment avec la légalisation ou la dépenalisation des délits relatifs à la drogue dans plusieurs États de la région, particulièrement au Colorado et dans l’État de Washington aux États-Unis.

On retiendra que cet ouvrage offre une analyse rigoureuse des variations de la coopération interaméricaine en matière de lutte contre le trafic des drogues. Toutefois, en soutenant de façon péremptoire que l’objectif premier de la politique étrangère des États-Unis a toujours été la sécurité (p. 38-39), les directeurs de l’ouvrage nous ramènent aux catégories quelque peu éculées de l’analyse réaliste, laquelle établissait une sorte de hiérarchie entre la high politics (sécurité) et la low politics (affaires économiques, sociales ou culturelles). Par ailleurs, pour avoir un portrait plus complet de la coopération interaméricaine dans la lutte contre les drogues, il aurait fallu s’intéresser également à la dimension judiciaire ou pénale de celle-ci, en mettant l’accent notamment sur les enjeux et défis associés à l’institutionnalisation des mécanismes d’entraide judiciaire ou d’extradition en matière d’infractions. Enfin, il aurait été intéressant d’analyser l’action du Canada dans le renforcement de cette coopération, d’autant plus que ce pays y a joué – ou y joue encore – un rôle important.

Pour s’en convaincre, il suffit, entre autres, de se référer à ses contributions financières à la CICAD (il est le 2e contributeur après les États-Unis depuis le début des années 1990) ; à son rôle dans la diffusion des normes ou dans le renforcement des mesures de confiance mutuelle et, bien entendu, au rôle de premier plan qu’il a joué dans la mise en place du Mécanisme d’évaluation multilatérale (MEM) de l’OEA, lequel constitue une sorte d’alternative à la politique américaine de certification. Cela dit, l’ouvrage demeure très intéressant et retiendra certainement l’attention des chercheurs travaillant sur la problématique des drogues illicitement dans les Amériques.

Cyprien BASSAMAGNE MOUGNOK
Centre d’études interaméricaines (CEI),
Université Laval
Québec, Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS

Europe

The EU’s Foreign Policy : What Kind of Power and Diplomatic Action ?


Cet ouvrage, réunissant douze contributions, se situe à l’intersection des études européennes et des relations internationales ; il traite de l’évolution de l’Union européenne (UE), comme acteur mondial, dans un double contexte de changement : celui, d’une part, intervenu à la suite de l’adoption du traité de Lisbonne (2009) et de la crise économique-financière européenne, et celui, d’autre part, relié au décentrage graduel du pouvoir mondial et de la multipolarisation croissante des relations internationales.

L’objectif principal des auteurs est de présenter une analyse critique et originale sur l’évolution de l’efficacité
et de l'effectivité de la politique étrangère de l'UE et celle de ses relations extérieures. Les auteurs visent ainsi à contribuer au développement d'un corpus de connaissances émergentes qui appréhendent l'étude de la réalité de l'UE comme une puissance sui generis et une composante de l'évolution actuelle d'un contexte interne et international changeant, incertain et hétérogène.

Ce livre, qui regroupe les contributions de chercheurs européens, asiatiques et américains de renom, se compose de trois parties traitant de l'action extérieure de l'UE à partir d'un point de vue tant théorique qu'empirique. Ce dialogue entre théorie et empirie constitue sans aucun doute l'un des points forts de cette publication. La première partie, composée de trois chapitres, se focalise sur l'UE en tant qu'acteur politique mondial controversé au sein d'un monde multilatéral émergent. La deuxième, comprenant également trois chapitres, propose, en se focalisant sur la période post-Lisbonne, une analyse de la Politique étrangère et de la sécurité commune (PESC) ainsi que celle de l'action et des résultats engendrés par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), institution édifiée avec le traité susdit. Enfin, la troisième et dernière partie, qui regroupe les six derniers chapitres, évalue les relations de l'UE avec son « étranger proche et lointain ». Les auteurs offrent ainsi une analyse selon trois angles : le contexte mondial dans lequel évolue l'UE, les forces et les faiblesses de la réforme du cadre institutionnel européen, et les partenariats stratégiques avec des acteurs tiers et tout particulièrement des puissances mondiales de premier ordre.

Avec ces douze chapitres, le lecteur est appelé à prendre connaissance des derniers débats sur le fonctionnement actuel de l'UE et sur les moyens qu'elle met en place afin de maintenir son influence sur la scène internationale dans des circonstances internes et internationales changeantes. Selon Jolyon Howorth, malgré les immenses espoirs qu'a suscités le traité de Lisbonne pour un nouvel élan de la PESC et de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), les résultats ont été décevants lors de la crise libyenne. Il en veut pour preuve les difficultés rencontrées par l'UE à s'imposer en tant qu'acteur dans les enjeux de sécurité internationale suite à ses divisions internes et à son manque de leadership. Cette dernière, d'après Howorth, souffrirait toujours d'incohérence et serait, notamment en ce qui concerne la PESD, dépendante de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), même si depuis vingt ans, elle se prépare à jouer un rôle autonome après son échec dans les Balkans occidentaux au cours des années 1990.

Dans le même ordre d'idées, Richard Gillespie montre que, dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV) et tout particulièrement en réponse aux événements contestataires du « printemps arabe » survenus dans la rive sud de la Méditerranée, l'UE a connu deux faiblesses majeures qui ont trait à son « leadership » et à sa « stratégie ». Toutefois, l'auteur souligne que le « discours » qui a accompagné cette politique est resté — bien que superficiel — cohérent et que sa « légitimité » s'est maintenue en équilibre (p. 133). Quant aux relations que l'UE entretient
avec l’étranger lointain, elles sont étudiées par le biais du déploiement des relations de groupe à groupe régional ou des partenariats stratégiques. Selon Frederik Ponjaert, l’interrégionalisme est devenu au fil du temps une caractéristique fondamentale de l’émergence de l’UE comme acteur international. Pour Giovanni Grevi, les partenariats stratégiques scellés avec les principales puissances mondiales sont toutefois un instrument émergent de la politique extérieure européenne qui peine à décoller en raison d’un manque de réel objectif stratégique.

Les auteurs de cet ouvrage rappellent, néanmoins, que l’UE forme le « groupement régional le plus intégré » quant à la promotion de la paix, la démocratie interne et la prospérité sur le continent européen et dans son voisinage (p. 3 sq). Bien que le traité de Lisbonne, qui avait pour but de donner une meilleure visibilité et une cohérence à l’action extérieure de l’UE, « a paradoxalement augmenté la complexité interne », l’UE demeure une « puissance civile, économique et commerciale, capable de produire une politique étrangère structurelle » (p. 27).

En offrant une analyse originale, impartiale, pertinente et une mise à jour de cette thématique à la fois large et complexe et en évolution permanente, les auteurs contribuent, de manière efficace, à une meilleure compréhension de l’action extérieure de l’UE, en enrichissant indéniablement non seulement la littérature scientifique existante mais également le dialogue interdisciplinaire entre études européennes et relations internationales.

Liridon LIKA
Center for International Relations Studies (CEFIR), Université de Liège
Liège, Belgique

Sebastian SANTANDER
Center for International Relations Studies (CEFIR), Université de Liège
Liège, Belgique